

24 avril 2026

Les enjeux de défense et sécurité au Japon La conception japonaise de la sécurité économique

Résumé

- Confronté depuis longtemps à des risques et menaces sur ses approvisionnements critiques, le Japon est, dans les dernières années, devenu pionnier de la sécurité économique, développant notamment un ensemble de structures institutionnelles dédiées;
- La politique de sécurité économique japonaise est clairement dirigée contre la Chine, notamment en raison de fortes dépendances en matière d'approvisionnements vis-à-vis du pays; le dispositif présente de nombreux bénéfices pour le Japon, que ce soit en matière d'efficacité gouvernementale, de sensibilisation ou de dissuasion;
- L'évolution constante des risques et menaces pousse le Japon à réajuster sans cesse ses instruments de sécurité économique; notamment à l'heure où, en plus de la Chine, les États-Unis semblent aujourd'hui vouloir faire de la coercition économique un élément clé de leur stratégie, y compris envers leurs alliés traditionnels.

Cette fiche d'actualité se penche sur la conception japonaise de la sécurité économique. Elle commence par mettre en lumière la manière dont le pays a réussi à structurer un écosystème institutionnel dédié dans les dernières années, puis analyse les bénéfices et certaines des limites de cette construction. Elle conclut sur les perspectives en matière d'évolution des dispositifs japonais de sécurité économique dans un contexte de changements au niveau national et international.

Contexte – Un pays pionnier en matière de sécurité économique

La sécurité économique peut être définie comme « la capacité d'une nation à protéger et à entretenir la stabilité et la croissance de son économie en renforçant sa résilience face à des menaces aussi bien intérieures qu'extérieures »¹. Insister sur le concept, c'est reconnaître la possibilité, pour les échanges économiques mondiaux, d'être à la fois source de prospérité partagée, mais aussi, de coercition et d'arsenalisation. Le Japon reconnaît cet état de fait depuis plusieurs années. Un événement marque particulièrement la prise de conscience du pays en matière de sécurité économique. En 2010, à la suite de l'arrestation d'un capitaine de chalutier chinois ayant percuté un navire des garde-côtes japonais près des contestées îles Senkaku, la Chine décrète une cessation de plusieurs mois de l'exportation de terres rares en direction du Japon. Par la suite, d'autres perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement renforcent la conscience de la part des autorités japonaises de l'importance de la sécurité économique : l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, la pandémie de COVID-19 en 2020, ou encore l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

¹ *Sécurité économique dans un monde en mutation* (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2025), 9, <https://doi.org/10.1787/3f5404db-fr>.

Ces événements sont alors les catalyseurs d'une refonte du paysage institutionnel dédié à la sécurité économique. Alors que le Japon met depuis longtemps en œuvre des politiques pouvant être assimilées à de la sécurité économique, le pays estime désormais nécessaire d'intégrer ces mesures dans le cadre d'une stratégie cohérente. Tout en promouvant l'idée d'un ordre international ouvert et basé sur la libre circulation, et à côté d'un changement de sa posture générale de défense², Tokyo met en place des organes pionniers visant à assurer la résilience de son économie.

Plusieurs éléments peuvent être relevés, de manière non exhaustive. En 2020, le secrétariat à la sécurité nationale, qui vise la coordination des politiques diplomatiques et de sécurité du gouvernement, met en place une unité chargée de la sécurité économique. En 2021, le gouvernement nomme un ministre spécifiquement dédié à ce domaine, une première mondiale. Un Conseil pour la promotion de la sécurité économique présidé par le Premier ministre est créé la même année.

En 2022, le Parlement japonais adopte une loi sur la promotion de la sécurité économique. Le texte codifie les pouvoirs, droits et obligations des acteurs gouvernementaux et privés, et se focalise sur quatre éléments jugés clés : l'approvisionnement en matières premières essentielles, la sécurité des infrastructures critiques, le développement de technologies de pointe et la mise en place d'un système de brevets secrets. En 2025, le gouvernement désigne douze catégories de produits comme critiques, telles que les semi-conducteurs, les batteries ou les composants aéronautiques, ouvrant aux entreprises traitant de ces domaines des possibilités de subventions publiques.

En 2022 également, la nouvelle stratégie de sécurité nationale consacre pleinement la focalisation japonaise sur la sécurité économique, qu'elle définit comme le domaine de politique qui vise à « garantir les intérêts nationaux du Japon, tels que la paix, la sécurité et la prospérité économique, en mettant en œuvre des mesures économiques »³. La stratégie prévoit notamment des efforts contre la coercition économique exercée par des pays tiers.

Le Japon élargit donc le concept de sécurité économique à nombre de ses politiques publiques. De manière générale, la stratégie nipponne repose sur deux piliers complémentaires. Le premier est l'*autonomie* stratégique, qui vise la réduction des vulnérabilités critiques du pays. Le second est l'*indispensabilité* stratégique, qui vise à ce que le pays soit source de technologies et matériaux essentiels pour ses partenaires.

Concrètement, des mesures de protection et de soutien sont mises en place dans les dernières années. Concernant le volet protection, Tokyo renforce ses procédures de contrôle des investissements étrangers visant notamment des technologies critiques. Concernant le volet soutien, le gouvernement convainc par exemple la *Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Limited* (TSMC) de s'implanter au Japon via des subventions massives. Le pouvoir accorde également des aides financières très importantes à *Rapidus Corporation*. Fondée par huit grandes entreprises japonaises, dont *Toyota Motor* ou *Sony Group*, cette société vise à produire localement des semi-conducteurs de nouvelle génération. Les fonds publics couvrent plus d'un tiers des coûts en capital de *Rapidus*. En diversifiant les lieux de production mondiale de semi-conducteurs, le gouvernement souhaite ainsi rendre ses chaînes d'approvisionnement plus robustes dans un domaine pour lequel il disposait autrefois d'une position dominante.

Le Japon mène enfin un effort international pour adopter des mesures de sécurité économique avec ses partenaires. Le sujet est par exemple promu lors du sommet du G7 à Hiroshima en 2023, à l'issue duquel les dirigeants adoptent la déclaration « Résilience économique et sécurité économique ».

² Voir la Fiche d'actualité 36 pour une analyse de l'évolution de la posture de défense du Japon.

³ Mathieu Duchâtel, *Economic Security: The Missing Link in EU-Japan Cooperation* (Institut Montaigne, 2023), 11, <https://institutmontaigne.org/en/publications/economic-security-missing-link-eu-japan-cooperation>.

Analyse – Une menace identifiée, et des bénéfices concrets

La focalisation institutionnelle sur la sécurité économique semble être une nécessité stratégique pour le Japon, et vise principalement la Chine. Pékin est le premier partenaire commercial de Tokyo. Les exemples de dépendances fortes sont nombreux. Une première concerne les minerais critiques, domaine pour lequel la dépendance japonaise à la Chine est estimée à plus de 50 % des besoins. Pour les terres rares notamment, la Chine représente, comme le montre le graphique ci-dessous, une très grande proportion de la production mondiale, et Tokyo dépend ainsi fortement de Pékin.

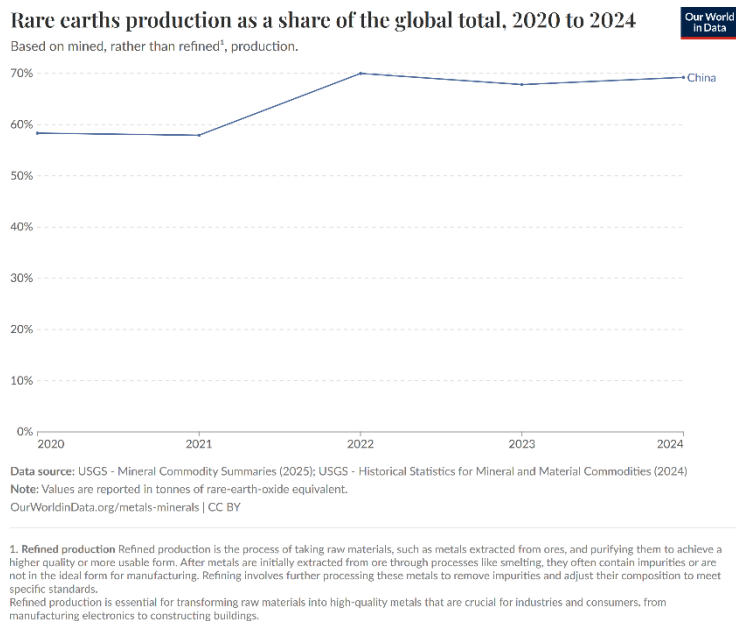


Figure 1 — Part de la Chine dans la production mondiale de terres rares (Source :

<https://ourworldindata.org/explorers/minerals?Mineral=Rare+earths&Metric=Production&Type=Mine&Share+of+global=true&country=CHL~CHN>)

La dépendance à la Chine ne se limite pas aux minerais. Le Japon souffre par exemple d'une forte dépendance en matière de produits pharmaceutiques également.

Tel que dans le domaine militaire, la politique de sécurité économique japonaise cible donc directement Pékin. La stratégie nationale de sécurité relève expressément le fait qu'un ordre international dans lequel la Chine deviendrait dominante serait problématique. C'est d'autant plus le cas que la Chine n'hésite pas à arsenaliser les dépendances dont elle bénéficie. Le contentieux de 2010 précédemment mentionné est un cas d'école de sa volonté d'user de ses positions dominantes sur certaines chaînes de valeur pour faire pression politiquement sur d'autres pays. Pékin instaure d'ailleurs à nouveau des restrictions à l'exportation de terres rares en direction du Japon en janvier 2026, dans la foulée de déclarations japonaises relatives à la défense de Taïwan.

La promotion de la sécurité économique par le gouvernement japonais présente divers avantages pour le pays dans un contexte de concurrence économique mondiale exacerbée. Premièrement, et très prosaïquement, la création d'organisations dédiées accroît la coordination de politiques notamment industrielles auparavant éparpillées, renforçant la cohérence de l'action gouvernementale dans le domaine. Alors que la dispersion entre organismes centrés sur la sécurité et d'autres centrés sur l'économie est source d'inefficacité pour des problématiques interministérielles, la clarification des responsabilités ne peut qu'être source d'efficacité accrue. Cela peut aussi être source d'une plus grande adaptabilité des outils à l'évolution des risques et menaces. Que ce soit du fait de l'augmentation des catastrophes climatiques ou de l'exacerbation de la compétition sino-américaine

— des phénomènes qui ont un impact fort sur les chaînes d’approvisionnement mondiales — un pays comme le Japon doit en effet sans cesse faire évoluer ses instruments de sécurité économique. Centraliser l’action permet donc de s’adapter plus rapidement et efficacement.

Un deuxième bénéfice peut avoir trait à une logique de sensibilisation interne. Faire de la sécurité économique un enjeu politique et institutionnel à part entière permet au gouvernement de sensibiliser les entreprises du pays aux risques et menaces. Par leur nature même, les entreprises sont tournées vers une recherche de profit, sans, par exemple, toujours prendre en compte certains dangers émanant de compétiteurs étatiques. Les petites et moyennes entreprises n’ont, en particulier, pas nécessairement conscience du fait que leur propriété intellectuelle peut être critique et donc source de convoitise. La politique japonaise, passant notamment par la création d’un poste ministériel dédié, peut donc servir de véhicule de mise à l’agenda des enjeux de sécurité économique, renforçant la prise de conscience collective et donc la résilience. À mesure que la sécurité économique est objet de débats publics au Japon, de plus en plus d’entreprises créent des postes ou départements chargés de ces questions. Un exemple est l’entreprise *Hitachi*, qui a créé un bureau chargé de la sécurité économique au sein de sa division des relations extérieures.

Un troisième bénéfice a trait à une logique de communication en direction de plusieurs audiences externes. Dans une logique de dissuasion, disposer d’organisations dédiées et donc d’instruments de réponse efficaces peut décourager les adversaires de Tokyo de mettre en œuvre des actions économiques coercitives. Parallèlement à son réarmement militaire, cela peut permettre au Japon d’affirmer une posture plus robuste sur la scène internationale. De plus, la politique de sécurité économique du Japon peut inspirer d’autres États partenaires et alliés, renforçant une forme de *soft power* japonais via une diffusion d’un modèle politique.

Le pays chemine tout de même sur une ligne de crête dans ce domaine. Si la recherche de sécurité économique conduit à un interventionnisme excessif de l’État dans la sphère économique, cela pourrait être perçu par certains pays tiers comme contradictoire avec la position d’ouverture économique et de défense du libre-échange promue par Tokyo sur la scène internationale. Le Japon doit donc trouver un juste équilibre entre mesures interventionnistes jugées nécessaires dans le contexte actuel et le besoin de ne pas aliéner des partenaires potentiels, et éventuellement encourager des mesures de rétorsion néfastes pour sa propre économie.

Perspectives — Un besoin permanent de réévaluation

La sécurité économique est un combat quotidien. À l’évolution des risques et menaces doit correspondre celle des outils. À l’heure de transformations technologiques rapides et d’une intensification des tensions mondiales, les gouvernements doivent arbitrer entre volonté d’ouverture et besoin de protection économiques. Le Japon ne cesse ainsi de faire évoluer ses mécanismes dédiés, visant la correction de lacunes identifiées. Un exemple de révision a eu lieu dans la foulée d’un incident de 2023. À la suite d’une cyberattaque contre le port de Nagoya entraînant l’arrêt des opérations pendant trois jours, les entreprises de transport portuaire ont été ajoutées à celles couvertes par le système de protection des infrastructures essentielles de la loi de 2022.

L’arrivée au pouvoir de Sanae Takaichi renforce l’intérêt de Tokyo pour la sécurité économique. La nouvelle première ministre, qui a occupé les fonctions de ministre chargée de la sécurité économique de 2022 à 2024, annonce dans son discours d’investiture d’octobre 2025 que le Japon doit aujourd’hui se focaliser sur le domaine, et notamment sur la résilience des infrastructures. Takaichi demande à son cabinet d’étudier la possibilité d’une révision de la loi sur la promotion de la sécurité économique face à l’évolution de la situation internationale. Le gouvernement souhaite notamment accompagner plus étroitement dans ce domaine les entreprises japonaises engagées dans des projets à l’étranger. Le Japon prévoit par ailleurs de renforcer le contrôle des investissements étrangers avec la création d’un nouvel organisme consacré. Tokyo souhaite en outre créer un *think tank* spécifiquement dédié aux défis liés aux chaînes d’approvisionnement essentielles.



Figure 2 — Première ministre du Japon Sanae Takaichi (Source :

https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Sanae_Takaichi_in_February_2026#/media/File:20260220shu_san_honkaigi9.jpg)

Face en premier lieu à la Chine, le Japon semble aujourd’hui conscient de l’impossibilité de définir des instruments de sécurité économique de manière isolée, en dehors de ses partenaires économiques en Amérique du Nord, en Asie ainsi qu’en Europe. Bien que les définitions, stratégies et objectifs nationaux varient, la coopération internationale est essentielle pour réduire la vulnérabilité du pays.

L’un des problèmes clés aujourd’hui pour le Japon est cependant la position de moins en moins favorable au libre-échange des États-Unis, et une volonté nouvelle de recours à la coercition économique envers ses alliés de la part de l’administration américaine. Tokyo n’a pas été épargné par les menaces de droits de douane depuis le retour à la présidence de Donald Trump pour un deuxième mandat. À côté des ambitions chinoises, la volatilité américaine en matière d’ouverture économique sera, pour les années à venir, certainement l’un des éléments structurants pour la politique de sécurité économique japonaise. À ce sujet, le Japon semble d’ailleurs largement partager les contraintes, et donc les préoccupations, des pays de l’Union européenne (UE). Là se trouvent alors peut-être des opportunités de coopération accrue.

Pour aller plus loin

Blumenthal, Dan, Mike Kuiken, et Randy Schriver. « Japan Can’t Go It Alone ». Foreign Affairs, 30 janvier 2026. <https://www.foreignaffairs.com/japan/japan-cant-go-it-alone>.

Duchâtel, Mathieu. Economic Security: The Missing Link in EU-Japan Cooperation. Institut Montaigne, 2023. <https://institutmontaigne.org/en/publications/economic-security-missing-link-eu-japan-cooperation>.

Lichfield, Charles. « How Japanese Economic Statecraft Has Shifted from Promotion to Protection ». Atlantic Council, 6 juin 2025. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/how-japanese-economic-statecraft-has-shifted-from-promotion-to-protection/>.

Shiraishi, Shigeaki. Japan’s Economic Security Policy. Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), 2024. <https://www.kas.de/en/web/japan/single-title/-/content/japan-s-economic-security-policy-2>.

Bibliographie

Cette fiche s'appuie sur des informations recensées dans les sources suivantes :

- Blumenthal, Dan, Mike Kuiken, et Randy Schriver. «Japan Can't Go It Alone». Foreign Affairs, 30 janvier 2026. <https://www.foreignaffairs.com/japan/japan-cant-go-it-alone>.
- Duchâtel, Mathieu. Economic Security: The Missing Link in EU-Japan Cooperation. Institut Montaigne, 2023. <https://institutmontaigne.org/en/publications/economic-security-missing-link-eu-japan-cooperation>.
- Jochheim, Ulrich. Japan's Economic Security Legislation. European Parliament, 2023. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2023/751417/EPRS_ATA\(2023\)751417_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2023/751417/EPRS_ATA(2023)751417_EN.pdf).
- Kamisuna, Takahiro. «Japan's Economic Statecraft of Rare Earths». International Institute for Strategic Studies (IISS), 27 février 2026. <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2026/02/japans-economic-statecraft-of-rare-earths/>.
- Kawai, Daisuke. «Reinventing Japan's Economic Security: Balancing Interdependence with Strategic Technology». National Bureau of Asian Research (NBR), 27 janvier 2025. <https://www.nbr.org/publication/reinventing-japans-economic-security-balancing-interdependence-with-strategic-technology/>.
- Kyozuka, Tamaki. «Japan Inc. Plays Catch-up on Economic Security After Ukraine War». Nikkei Asia, 24 mai 2022. <https://asia.nikkei.com/business/business-trends/japan-inc.-plays-catch-up-on-economic-security-after-ukraine-war>.
- Lewis, Leo, et David Keohane. «Sanae Takaichi Plans Japanese 'Cfius' to Tighten Economic Security». Financial Times, 24 février 2026. <https://www.ft.com/content/7ac1cfeb-fad1-465c-86f6-e28380addee5>.
- Lichfield, Charles. «How Japanese Economic Statecraft Has Shifted from Promotion to Protection». Atlantic Council, 6 juin 2025. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/how-japanese-economic-statecraft-has-shifted-from-promotion-to-protection/>.
- Nagata, Kazuaki. «Takaichi Calls for the Updating of Japan's Economic Security Law». The Japan Times, 7 novembre 2025. <https://www.japantimes.co.jp/business/2025/11/07/economy/takaichi-economic-security/>.
- Negrine, Joseph. Is Japan's Economic Security Strategy Economical? 16 décembre 2025. <https://eastasiaforum.org/2025/12/16/is-japans-economic-security-strategy-economical/>.
- Sécurité économique dans un monde en mutation. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2025. <https://doi.org/10.1787/3f5404db-fr>.
- Osawa, Jun. How Japan Defines Economic Security. Wilson Center, 2023. <https://www.wilsoncenter.org/publication/how-japan-defines-economic-security>.
- Oya, Shin. Improving Economic Security: Proposals from Japan. Institut français des relations internationales (IFRI), 2020. <https://www.ifri.org/en/editorials/improving-economic-security-proposals-japan>.
- Regaud, Nicolas. Japan's Ambition for an Economic Security Strategy: A Way Forward. Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), 2021. https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/sb-20-regaud.pdf.
- Reuters. «Partners in Resilience: How Japan and the World Are Redefining Economic Security». 5 décembre 2025. <https://www.reuters.com/plus/partners-in-resilience-how-japan-and-the-world-are-redefining-economic-security>.
- Shiraishi, Shigeaki. Japan's Economic Security Policy. Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), 2024. <https://www.kas.de/en/web/japan/single-title/-/content/japan-s-economic-security-policy-2>.
- Smith, Sheila A. «Japan Turns Its Attention to Economic Security». Council on Foreign Relations (CFR), 16 mai 2022. <https://www.cfr.org/articles/japan-turns-its-attention-economic-security>.
- Suzuki, Hitoshi, et Gabriele Maletta. «EU-Japan Cooperation in Economic Security: New Possibilities Under the Takaichi Government». Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 27 novembre 2025. <https://www.ispionline.it/en/publication/eu-japan-cooperation-in-economic-security-new-possibilities-under-the-takaichi-government-223364>.
- Suzuki, Kazuto. «Understanding Japan's Approach to Economic Security». Stimson Center, 10 février 2023. <https://www.stimson.org/2023/understanding-japans-approach-to-economic-security/>.
- The Japan Times. «Japan to Revise Economic Security Law to Support Projects Abroad». 19 février 2026. <https://www.japantimes.co.jp/news/2026/02/19/japan/crime-legal/japan-economic-security-law-revision/>.